

*José Lillo est metteur en scène, acteur et dramaturge pour le théâtre et réside à Genève. Il a notamment mis en scène Troisième Nuit de Walpurgis ou « l'installation du nazisme » dans les esprits », de Karl Kraus, dont son adaptation pour la scène a également fait l'objet d'une parution aux éditions Agone en 2013 sous le titre Je n'ai aucune idée sur Hitler. Parmi les pièces qu'il a montées pour le théâtre, Gorgias ou de la rhétorique (Platon), Le Grand Inquisiteur et Les Démons (Dostoïevski), Mémoire de fille (Annie Ernaux)- Il a été sollicité en 2012 par l'Université de Lausanne pour intervenir dans le colloque « La pensée et l'action dans le pouvoir ». Très actif dans les mobilisations citoyennes, il a également fait partie du collectif ayant milité avec succès pour la préservation du cinéma historique Le Plaza ou encore pour la préservation des arbres en milieu urbain. Le Rapport Bergier, une histoire tue, a été créé pour la scène en 2015 au Théâtre de Poche de Genève dans une mise en scène de l'auteur et est paru aux éditions Grimaces en 2020.*

### **Il faut penser contre soi-même.**

Nulle part on n'a vu de rupture.

Ce qui a fini par se répandre un peu partout, et il aura fallu des décennies pour qu'elle atteigne à cet ampleur, à cette intensité, c'est une forme d'*immaturité*. A l'heure de l'événement, cette *immaturité* n'a pas perçu l'événement. Tout ce qu'elle a été capable de formuler l'a été sous le mode de la binarité : avant/après. Il était évident, pour cette *immaturité* qui ne se sait pas, que le monde d'avant c'était celui d'avant la pandémie. Et que le monde qui surgirait, passé le premier confinement, en raison d'une sorte de grammaticale logique des choses, ne pouvait être que le monde d'après. Puisqu'à l'avant succède l'après. Qui le contesterait ? Les médias s'en étaient fait l'écho, façon de remplir leurs colonnes et leurs temps d'antennes durant le vide général, et avaient à l'unanimité adopté l'expression. Elle était donc vraie. Le temps, soudain immense dont nous disposions pour nombre d'entre nous, la durée à vivre – et donc la possibilité de penser et de penser mieux - induite par l'interdiction d'exercer de la plupart des activités, ou par leur mise en demeure (télétravail), libérées de leur temps de déplacement, allait produire un état partagé de réflexion individuelle à valeur collective où le constat, induit par l'événement, celui de la faillite générale, incontestable, enfin là, prouvée par l'omniprésence de l'événement, ne pouvait qu'éclater au grand jour et allait être partagé par le plus grand nombre. Les politiques suivraient, l'économie suivrait, les habitudes de consommation suivraient. Tout irait décroissant, éthique, naturel. La démonstration tant attendue était là. Le mensonge était à terre. Rien ne serait plus jamais comme avant.

Nous étions prêts à des transformations radicales. Nous ne jouerions plus le jeu de ce qui nous avait mené là, à la catastrophe, c'était fini. L'économie allait ployer, se transformer, et s'il le fallait, la politique la mettrait au pas. Nos mœurs et nos habitudes allaient se réinventer, l'imagination était revenue au pouvoir. Enfin.

Bien sûr, comme dans tout courant historique, une avant-garde, annonciatrice de la bonne nouvelle, agglomérat de convaincus qui s'imaginaient n'avoir plus qu'à l'annoncer dans

l'espace public et lancer des invitations pour être rejoints, car, comme dans le Cid de Corneille, par « un prompt renfort » ils se verraient assurément des milliers. Et plus si affinités. Les affinités avaient germé durant les longues solitudes des uns et des autres, propices à des méditations aussi régénératrices que spontanées, il ne pouvait pas en être autrement. Tout le monde était prêt. Il ne restait plus qu'à en informer les quelques tenants du pouvoir encore rétifs qui, dans une ultime tentative de persévérance dans le monde d'avant, s'y refuseraient. Mais, même ça, ne relevait plus que de l'anecdote. La pensée positive, décidément, fait des miracles. Les jeux étaient faits.

Ce qui s'est vu, ce sont des gouvernements pris de cours, sans prévoyance, sans options de secours en cas de catastrophe. Tout aurait dû toujours rouler dans les autoroutes statiques du profit, de la croissance, des opportunités de marché et ainsi à l'infini. L'économie - et la politique qui l'accompagne - n'ont été pensées que pour un monde sans événements. Mais quid en cas de guerre ? Quid en cas de pandémie ? Quid en cas de catastrophe naturelle, d'écroulement de l'économie ? Nada. Rien. Quelles structures économiques de soutien de l'ensemble des activités d'une société ont pris le relai afin que personne ne soit économiquement détruit et éprouve la solidité de la communauté à laquelle il est constitutionnellement rattaché ? Parfois rien, parfois insuffisamment, parfois sous de sévères conditions, et le plus souvent dans la totale incertitude. Rien n'était prêt. Le cas de figure n'existait pas. Il fallait l'inventer à vue. Sans toucher aux réserves. Ni aux richesses constituées. Ou le moins possible. Et conserver son crédit, à la fois politique et financier. Il n'y avait donc pas de réserve dédiée à cet usage ? Pas d'argent public de la collectivité, prélevé par la collectivité, destiné à la collectivité. Non. Ou le moins possible. Aucun fond de prévoyance prêt à être automatiquement activé. En connaissance parfaite de la structuration de toutes ces activités économiques et de leur jeu financier dialectique où toute l'interdépendance des agents, à quelque échelle économique qu'ils se trouvent, avait par avance été pesée, mesurée, à grand coup de récolte permanente de données et en toute connaissance de cause ? Non, le politique ne le savait pas, il ne savait pas comment les choses fonctionnaient, secteur par secteur, cas par cas. - Prouvez que vous ne pouvez pas vous en sortir. Quoi qu'il en soit votre statut ne correspond à rien de prévu. Débrouillez-vous. Voilà dans quel état on a trouvé la politique, la technocratie, la bureaucratie, la cohésion de la société. Le contact au réel de la politique. Étonnez-vous que la confiance s'écroule. Que vous apparaissiez, vous, les politiques, les technocrates, les fonctionnaires indéboulonnables au plus haut degré du pouvoir, comme d'insignes fantoches, comme des paravents à la misère. Nous ne sommes pas un monde, nous ne partageons rien de commun. Nous sommes tous des agents économiques livrés à la guerre de la démerde, de la survie du chacun pour soi. Des mesurette une fois, ça oui. Et, il faut bien qu'on se mette en tête que c'était déjà bien. Que ça ne doit pas devenir la règle. Qu'il est temps de faire preuve d'invention, de réactivité, de flexibilité. Mais dans la mort économique par décret de cessation de l'activité, il n'y a plus de flexibilité, il y a plus que la rigidité du cadavre et le cri rentré de la lente agonie.

On aura vu, aussi, des partis politiques, soudain pris de l'ardent désir de contribuer au bonheur général, combattre et obtenir la suppression d'un misérable fonds de soutien pour les plus pauvres d'entre les plus pauvres qui faisaient la queue, par milliers, les samedis, dans l'une des villes les plus riches du monde afin d'obtenir un sac de provision gracieusement financé, spontanément, par la générosité de la population encore en fonds,

alertée par l'association bénévole en charge qui s'était proposée de le leur distribuer bravant l'absence de cadre légal dans lequel elle le faisait. L'affaire a défrayé la chronique internationale. Ces queues de milliers de pauvres dans l'une des villes de l'un des pays les plus riches du monde. Et cet acte extraordinaire de solidarité qui ne devait rien aux politiques. Mais le politique s'en est mêlé, pas du tout dans le sens du courant de l'opinion. Avec ses vieilles rengaines de : - Notre devoir consiste à veiller sur responsabilité de la redistribution légitime des finances publiques, il a tranché. Ces gens-là n'auraient rien de l'Etat. Trop d'illégaux parmi eux. De petites mains, travailleuses au noir, pas en règle, tout ce petit personnel congédié durant la crise, par la rapacité de celles et ceux qui en avaient usé à satiété jusque-là, illégaux et non-illégaux, natifs et non-natifs, nationaux et internationaux, toutes ces distinctions ne comptaient plus, à la même enseigne les pauvres ! Un pauvre est un pauvre, c'est même à ça qu'on les reconnaît. A leur petit cabas transporté le dos courbé et le regard rasant le sol les samedis dans ce printemps radieux de 2020 où cette misère faisait froid à regarder au pays des banques et des multinationales, des ONG et de la Croix-Rouge. Des milliers sans aucun revenu du jour au lendemain. Contraints de faire la queue pour espérer manger. Et on a alors vu le politique, drapé dans on-ne-sait quel insigne honneur d'argentier d'un royaume de cauchemar, leur refuser la subsistance, avec orgueil et solennité, avec des arguties trempées dans la boue des marais où pousse le bois vermoulu, pourri, avec lequel on fait la langue qui condamne avec aplomb d'autres êtres humains à la détresse civilisée la plus ignoble.

Non, après ça - par exemple - on ne pouvait plus conserver la moindre illusion.

Les avant-gardes de la bonne nouvelle elles aussi se sont faites mettre au pas. Vite fait. A grands coups d'amendes dissuasives et de dispositifs sécuritaires et d'ordonnances sanitaires afin de préserver l'ordre public. A défaut de milliers, ils n'étaient de toute façon qu'une petite poignée parsemée dans la ville. Le Cid, décidément, c'était de l'histoire ancienne. On comprend mieux pourquoi on ne monte plus, au théâtre, ces vieux auteurs qui n'ont plus rien à nous dire, plus rien à nous apprendre et, manifestement, plus aucun lien à la réalité.

Les majestueux domaines de l'art et de la culture qui se pensait au firmament des biens essentiels de l'humanité et à l'abri de toute ingérence politique, s'est vu lui aussi écarté sur le bas-côté de la route. Comme une carcasse de véhicule accidenté qui aurait percuté un convoi de nitroglycérine. Même plus bon pour la casse, on pouvait incinérer ça sur place, le vent se chargerait de disperser les cendres. Ces vieilleries, on se demandait pourquoi on laissait ça rouler encore sur les autoroutes de la vie publique. Vient un moment, il faut cesser d'insister et admettre qu'il est temps de passer à autre chose. La numérisation du monde, par exemple Un secteur en pleine expansion. Les opportunités ne manquent pas. Il faut vraiment faire preuve d'une mauvaise foi indigne pour rechigner ou alors être totalement cramponné au monde d'avant. Obsolète.

Ah ça s'est vu que ça n'était plus que de la façade, l'art, la culture, de la vitrine, fanfreluches et compagnie, exceptée celle qui rapporte, celle qui a valeur d'investissement, celle où l'œuvre, par la configuration du marché peut multiplier jusqu'au vertige sa valeur initiale. Ou celle qui se vend par palettes dans les supermarchés de la standardisation industrielle du goût à l'attention des masses. Ou qu'on commande en ligne. Il va de soi qu'il ne peut pas

s'agir là de cette culture subventionnée, dispendieuse, qui se dit toute entière et quoiqu'elle fasse « politique » - mais qui n'a de toute évidence aucune force politique - et qui ne concerne plus que quelques minorités homogènes, elles-mêmes en conflit permanent pour la première place sur les podiums de la visibilité désormais symbolique.

On aura rarement vu une désignation aussi mal portée que celle d'« arts vivants » au moment même où ils se sont trouvés durablement dans une situation objective d'« arts morts » - ou, du moins, en suspension entre la vie et la mort, dans ce long coma dont on ne sait quand on en reviendra ni si on en reviendra, ni dans quel état. Peu de désobéissance civile. On ne prend pas de risques avec la main qui nourrit qui est aussi, par un malheureux hasard de circonstances, la même qui tient le bâton.

Les églises, les lieux de culte, auront eu droit à des égards. Le privilège de l'ancienneté, sans doute. Les théâtres, la danse, les concerts, les cinémas, et même les musées, à rien. Voilà la place réelle qu'occupent l'art et la culture dans la civilisation actuelle. Le comble étant atteint par le fait que les artistes eux-mêmes ne s'en soient rendus compte qu'à compter de ce moment-là. Ils n'ont rien vu venir. Les plus radicaux d'entre eux et les plus honorés n'en revenaient pas. Ils n'avaient pas le moindre mot à dire. Leurs protestations étaient sans la moindre force. La rumeur, pourtant, courait, et des livres en faisaient état depuis longtemps déjà mais encore eût-il fallu les lire et, les lisant, les considérer avec tout le sérieux requis et en tirer toutes les conséquences, pas simplement des punchlines.

À ces périls, économiques, sanitaires, s'en étaient ajoutés deux, majeurs, sournois, presque indétectables : celui de l'inconséquence et celui de l'inconsistance. Plus rien ne garantissait d'y échapper. À quelque échelon qu'on se trouve dans cette société qui prenait l'eau de toutes parts, à la façon d'un célèbre et insubmersible paquebot transatlantique du début du siècle précédent. Là aussi, il importait que la petite musique de la confiance en l'avenir que donnait l'orchestre continue à être jouée. Jusque dans les abysses où tout s'enfonçait.

On pouvait être écologiste au grand cœur, membre encarté du parti qui va de l'avant, la fleur aux dents, sociétaire militant dans les milices de gouvernement, ceux qui sont légitimement au pouvoir et qui y sont pour y rester, longtemps, la dissociation des discours tenus lors du moment des élections d'avec les actes, une fois arrivé au pouvoir, était totale. Parvenu dans la cour des grands, le temps était venu d'assimiler que l'écart entre les intentions de départ et la réalité des décisions politiques possibles était immense. Il fallait adopter le pragmatisme en vigueur qui est le signe de qui s'est intégré en bonne intelligence dans les affaires du monde telles qu'elles se mènent : l'impuissance politique. On laisserait donc, par exemple, les arbres continuer à se faire inutilement abattre afin que le gabarit des futurs habitats surdensifiés corresponde au centimètre près avec la volonté des promoteurs, sans protestations, on plaiderait officiellement la nécessité de la construction de grands parkings souterrains supplémentaires en ville alors qu'on s'y était opposé de toutes ses forces lors de sa campagne, mais il allait de soi que les convictions personnelles, fussent-elles celles pour lesquelles on s'était fait élire et qu'on portait au-devant de soi depuis longtemps, devaient céder pour la bonne marche des affaires qui sont le liant des bon consensus entre les partenariats public-privé garantissant l'équilibre impartial de tous les intérêts ayant réellement de l'importance. Oui, on était frappé d'inconsistance, et avec soi l'ensemble de son propre corps électoral qui avait mandaté par bulletin des champions de

causes dont il avait fallu se démettre une fois passé le seuil du pouvoir. L'inconsistance politique participait à la neutralisation de toute volonté de changement et pétrifiait des pans entiers de la société dans des blocs massifs d'inconsistance.

Les choses en étaient même arrivées au point où, lorsque des électrices et électeurs téméraires brandissaient le programme électoral d'avant les élections au vu et à la face des renégats, ceux-ci les vitupéraient publiquement et consignaient le fait comme une agression. Il suffisait de citer le parti dans le texte et de le confronter à ses actes pour être considéré comme un populiste de la pire espèce, un poujadiste, un péril pour la démocratie, un saboteur rancunier. Un traître à la noble cause. On n'était pas en manque de grands mots - la rhétorique est toujours venue à la rescousse des situations intenable - qu'on jetait à la figure de la contestation au nom même de la démocratie dont on avait préparé, dans le secret d'obscurs conciliabules internes, la fosse.

L'inconsistance est un existentialisme. Le moyen d'exister socialement, d'être reconnu par ses pairs, était l'inconséquence. Tout écart serait sanctionné. L'ostracisme guettait et planait au-dessus de toutes les têtes, prêt à fondre.

Les formulaires bureaucratiques pour les demandes d'aide d'indemnisation étaient savamment conçus pour disqualifier le plus grand nombre de gens possibles, de secteurs, de demandes. On finirait par le reconnaître du bout des lèvres et l'on mettrait des mois pour les corriger sans que pour autant leur efficacité soit considérablement augmentée. Ni leur temps de traitement. Entre-temps, on avait le temps de crever.

Nous avons tous finis par rejoindre, dans l'ordre conceptuel, le sort des exilés : l'inexistence. L'inessentialité. On ne nous rejetait pas aux frontières, on ne nous faisait pas la chasse dans tout Paris pour nous empêcher de dormir et nous dégoûter à tout jamais de notre pays de non-accueil, non. A ces brutalités criminelles qui auraient dû, déjà, nous alerter et susciter en nous notre dégoût des affaires publiques et politiques telles qu'elles s'autorisaient à être menées - et plus encore si on avait voté « ni gauche, ni droite » pour faire barrage à l'extrême droite - , succédaient, parallèlement, des régulations insidieuses et sophistiquées qui vidaient le sens constitutionnel de l'Etat et sa raison d'être en laissant apparaître un ordre mondial où les individus étaient laissés à des formes civilisationnelles de guerre pour la survie au sein même du corps politique censé les constituer en citoyens et en peuple. Les décisions politiques étaient intouchables. Nous nous sommes retrouvés à l'état de flux de gestion de stocks de citoyens. Ceux-là, entreposés là, à domicile, ceux-ci astreints à la semaine des 70 heures, et ces autres, les plus compatibles avec la nouvelle réalité, soudés à leur écran comme une sorte de prolongement humain de l'intelligence artificielle jusqu'à ce qu'on trouve, un jour, le moyen de les remplacer par des traitements de données automatisés à l'autre bout du monde dans de gigantesques serveurs informatiques délocalisés.

Les improductifs avaient de quoi tuer le temps de leur non-vie devant des streaming divertissants que leur prodiguaient des écrans accessibles à toute heure du jour et de la nuit d'une simple pression du doigt sur le clavier. Les jours pouvaient se succéder les uns aux autres sans qu'on ne sente le temps passer, dans une sorte de désorientation générale qui

avait fini par produire, à l'échelle des masses, un léger écoeurement dont on s'accommoderait. Jusqu'à ce que lui aussi nous devienne imperceptible.

Nous en étions là du monde. Mais cet état général n'a pas produit le moindre début de remise en cause de quoi que ce soit. Aucune intuition ne s'est allumée dans les esprits, du moins de façon suffisamment large. On balbutie les mêmes âneries qui ont cent fois prouvé leur absence totale de résultat. On se paie en gueule ce qu'on rate en actes. L'idée ne nous traverse même pas que nous puissions nous tromper du tout au tout dans la façon dont nous analysons les choses, dans notre compréhension du monde et de sa fausse fatalité, dans les moyens que nous mettons en œuvre pour parvenir à des progrès véritables. Le fait est là. Plus rien ne tient debout. Nos illusions gisaient là, devant nous, en miettes éparpillées, mais nous en conservions les slogans auxquels nous continuions de croire, comme si de rien. Pas une phrase que nous ne prononcions qui ne subisse aussitôt un violent démenti. Mais on faisait tout comme. Nous nous étions patiemment construits pour être dignes à nos propres yeux et, le croyions-nous, conséquents, mais nous n'avions plus la force de réévaluer l'ensemble, de sortir de ces vérités qui étaient devenues des mots d'ordre auxquels nous nous raccrochions lorsque le sol se dérobaient sous nos pas et qui ne désignaient plus rien de réel. Mais cela, pas question d'en prendre acte.

Il faut penser contre soi. C'est la seule façon d'aboutir au réel. Et, aboutissant au réel, de renouer avec la possibilité d'agir pour en changer véritablement le cours. Il n'y a pas de plus grande urgence.